

Les relations scientifiques entre la France et le Pérou

Benjamin Marticorena

Au commencement des années 90, les évènements mondiaux les plus importants signalèrent un changement d'époque marqué par une impulsion globalisatrice qui trouva les institutions péruviennes et leurs cadres en mauvaise posture pour affronter ce défi. La production intellectuelle, humaniste, scientifique et artistique, en croissance depuis les années 20 en dépit des dictatures au pouvoir, avait décliné sévèrement durant les deux décades antérieures à la chute du Mur. Pour faire face à ce nouveau scénario, le Pérou travaille maintenant à élargir ses accords commerciaux avec le monde, malgré l'incertitude que supposent d'une part l'état critique général des relations internationales, susceptibles de se détériorer subitement, et d'autre part, le fait que la production nationale commercialisée soit toujours constituée presque exclusivement de matières premières. Le bilan des connaissances incorporées dans les produits importés ou exportés par le Pérou est très déficitaire pour le pays, qui ne cherche que faiblement à promouvoir la recherche et la formation en sciences et technologies. Car l'économie péruvienne, en dépit de sa croissance actuelle, ne peut présenter aucune garantie de continuité et d'accumulation, sans passer par un changement profond des politiques de l'État, mené par les plus hautes autorités du pays, qui puisse renforcer une production des connaissances visant à la compétitivité, et redistribuer les richesses de façon plus équitable.

Le Pérou est monté en hâte dans le train de l'Histoire contemporaine, mais en deuxième classe. Les promoteurs de ce développement incertain ne nous proposent pas un programme digne de relations internationales ; ils s'attendent seulement à ce que le Pérou exerce correctement et fidèlement son rôle de pays subsidiaire et périphérique. Pour contrer cette vision désabusée du pays, il s'impose d'entreprendre un vaste et profond programme de formation de capacités humaines en sciences et technologies, de façon à acquérir les compétences qui nous permettront de prendre une part active dans les nouvelles relations mondiales.

Dans ce contexte, le Plan National de Sciences, Technologies et Innovations, développé en 2005, de caractère obligatoire pour le secteur public et référentiel pour le secteur privé, confirme que les capacités humaines disponibles sont actuellement très insuffisantes pour satisfaire les besoins des programmes prioritaires. On estime que le nombre des chercheurs péruviens actifs et qualifiés, à l'intérieur et à l'extérieur du Pérou, ne dépasse pas le millier, chiffre qui devra être quintuplé dans les dix prochaines années. D'après le Plan, cette tâche, aussi écrasante qu'indispensable, devra être entreprise dans les domaines : 1) des sciences de la vie et biotechnologies, 2) des sciences et technologies des matériaux, 3) des sciences et technologies de l'information et des communications, 4) des sciences et technologies de l'environnement, et 5) des sciences fondamentales et des sciences sociales.

Pour pouvoir atteindre ce but à la vitesse nécessaire et dans les délais voulus, il s'avère nécessaire de renforcer les programmes de 3^{ème} cycle nationaux qui formeront des spécialistes de bon niveau dans les domaines prioritaires, ainsi que de mettre sur pied simultanément un programme de formation dans des universités d'excellence

à l'étranger ; un programme de rapatriement des scientifiques nationaux ; et enfin un programme d'embauche de chercheurs d'autres pays.

Pour réaliser ces tâches, la relation avec la France pourra être décisive, tant à cause du développement scientifique français que des liens culturels qui existent entre les deux pays, ainsi que de l'intérêt que les scientifiques français ont toujours prêté aux espaces géographiques et culturels péruviens, andins et amazoniens. Ce serait là un point de départ prometteur pour un programme de formation en sciences et technologies, axé sur la recherche scientifique et les innovations productives.

Des organismes comme le *Centre National de la Recherche Scientifique* (CNRS), l'*Institut de Recherche pour le Développement* (IRD) et le *Commissariat à l'Énergie Atomique* (CEA), ainsi qu'un groupe d'universités françaises renommées, constitueraient des partenaires d'une valeur exceptionnelle pour promouvoir la science et la technologie au Pérou. Bien sûr, cette relation n'aurait pas seulement pour but de former les nouveaux chercheurs dont nous avons besoin d'extrême urgence, mais aussi de réaliser des programmes de recherche conjoints sur des thèmes d'intérêt communs et sur la base du partage des profits.

Ce développement scientifique et technologique d'intérêt réciproque pourra se développer dans le contexte géographique et humain des deux régions qui définissent l'espace péruvien et son premier cercle de relations externes : la communauté des pays andins et celle des pays amazoniens. Cinq d'entre eux (Bolivie, Colombie, Equateur, Venezuela et Pérou) appartiennent aux deux régions et pour eux, grâce à l'appui de la France, la science, méthode et valeur universelle, a contribué au rapprochement des communautés scientifiques et à l'affirmation de leur identité collective, andine et amazonienne.

Depuis 1735, quand Charles-Marie de La Condamine —d'une « curiosité passionnée », comme le décrit Voltaire— dévoila l'Amérique du Sud aux naturalistes européens, s'est produite et s'est intensifiée la plus silencieuse et radicale des transformations globales : la dissémination dans le monde entier de l'abondante variété d'espèces des Andes et de l'Amazonie. Les expéditions nationales et internationales se sont succédées sur notre territoire, et la France a conservé parmi elles une place privilégiée, munie des deux structures conceptuelles les plus éminentes de sa culture : l'humanisme et la méthode scientifique. Il est indispensable pour le Pérou, depuis sa propre et multiple niche culturelle, de renforcer ses liens généraux avec le monde pour mettre le potentiel de son génie en tension créative et ouverte au monde. Dans cette voie, il trouvera d'autres pays à vocation similaire, et la France parmi eux.

Finalement, il faut mentionner deux institutions françaises qui ont fait de notre pays un lieu privilégié de leur travail. L'une est l'Alliance Française du Pérou qui, d'après son siège social à Paris, est celle qui a le plus de succès dans la promotion de l'art, de la science et de la langue française. L'autre est l'Institut Français d'Études Andines, créé il y a un demi-siècle sous l'égide des gouvernements français et péruvien, et qui a réalisé un prolifique travail de recherche sur des sujets très divers reliés aux sociétés et territoires andins, renforçant ainsi les liens entre les chercheurs de la région.